



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/39/100

15 juin 1984

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

Trente-neuvième session

LISTE PRELIMINAIRE ANNOTEE DES QUESTIONS A INSCRIRE A L'ORDRE
DU JOUR PROVISoire DE LA TRENTE-NEUVIEME SESSION ORDINAIRE DE
L'ASSEMBLEE GENERALE*

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	22
II. LISTE ANNOTEE	23
1. Ouverture de la session par le chef de la délégation panaméenne	23
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation	23
3. Pouvoirs des représentants à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale :	
a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs	23
b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs	23
4. Election du Président de l'Assemblée générale	24
5. Election des bureaux des grandes commissions	25
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale	27

* La liste préliminaire non annotée a été publiée le 15 février 1984 (A/39/50). Les changements de rédaction intervenus depuis cette date sont incorporés dans le présent document et figureront dans l'ordre du jour provisoire, qui paraîtra le 20 juillet 1984 (A/39/150).

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
103. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa <u>e</u> de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies :	
a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	372
b) Rapport du Secrétaire général	372
104. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l' <u>apartheid</u> et la discrimination raciale en Afrique australe : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	373
105. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies :	
a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	375
b) Rapport du Secrétaire général	375
106. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe : rapport du Secrétaire général	377
107. Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général	378
108. Question du Timor oriental :	
a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	379
b) Rapport du Secrétaire général	379
	/...

présentant un intérêt pratique immédiat, et prié le Secrétaire général de rédiger, pour l'information de l'Assemblée, un rapport où il donnerait des indications détaillées sur les offres faites et sur la mesure dans laquelle ces offres avaient été acceptées (résolution 845 (IX)). Une invitation analogue a été formulée à nouveau par l'Assemblée lors de sessions ultérieures et, à chaque fois, le Secrétaire général a été prié de faire rapport à la session suivante sur l'application de la résolution pertinente.

A sa trente-huitième session 161/, l'Assemblée générale a, notamment, invité tous les Etats à offrir ou à continuer d'offrir généreusement des moyens d'étude et de formation aux habitants des territoires qui n'avaient pas encore accédé à l'autonomie ou à l'indépendance et, chaque fois que cela serait possible, à fournir des fonds pour les frais de voyage des boursiers; prié instamment les Puissances administrantes de prendre des mesures efficaces pour assurer, dans les territoires qu'elles administraient, la diffusion générale et suivie de renseignements sur les moyens d'études et de formation offerts par des Etats et d'accorder toutes les facilités nécessaires aux étudiants qui voudraient profiter de ces moyens; et prié le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée, lors de sa trente-neuvième session (résolution 38/53).

A la trente-neuvième session, l'Assemblée générale sera saisie du rapport du Secrétaire général demandé dans sa résolution 38/53.

108. Question du Timor oriental :

- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux
- b) Rapport du Secrétaire général

A sa quinzième session, en 1960, l'Assemblée générale a décidé que les territoires administrés par le Portugal étaient des territoires non autonomes au sens du Chapitre XI de la Charte et prié le Gouvernement portugais de communiquer au Secrétaire général, conformément aux dispositions du Chapitre XI de la Charte,

161/ Références concernant la trente-huitième session (point 106 de l'ordre du jour) :

- a) Rapport du Secrétaire général : A/38/549;
- b) Rapport de la Quatrième Commission : A/38/611;
- c) Résolution 38/53;
- d) Séances de la Quatrième Commission : A/C.4/38/SR.8, 10 à 18 et 20;
- e) Séance plénière : A/38/PV.86.

des renseignements sur la situation qui régnait dans les territoires, dont le Timor (résolution 1542 (XV)). Par la suite, l'Assemblée générale a examiné chaque année la question des territoires administrés par le Portugal, jusqu'à sa trentième session où elle a adopté au titre de ce point une résolution distincte sur la "Question du Timor" (résolution 3485 (XXX)).

A sa trente et unième session, l'Assemblée générale a examiné la question du Timor au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux" et a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-deuxième session une question intitulée "Question du Timor oriental" (résolution 31/53).

De sa trente-deuxième à sa trente-sixième session, l'Assemblée générale a maintenu cette question à son ordre du jour et a adopté à chaque session une résolution à ce sujet.

A sa trente-septième session 162/, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'entamer des consultations avec toutes les parties directement intéressées, en vue de rechercher les moyens permettant de parvenir à un règlement global du problème et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée lors de sa trente-huitième session; prié le Comité spécial de poursuivre activement l'examen de la situation et de prêter au Secrétaire général tout le concours nécessaire en vue de faciliter l'application de sa résolution; et demandé à toutes les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, en particulier le Programme alimentaire mondial, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de fournir immédiatement une assistance, dans leurs domaines de compétence respectifs, à la population du Timor oriental, en étroite consultation avec le Portugal, en sa qualité de Puissance administrante (résolution 37/30).

162/ Références concernant la trente-septième session (point 97 de l'ordre du jour) :

- a) Rapport du Comité spécial : Supplément No 23 (A/37/23), chap. X, A/AC.109/715;
- b) Rapport du Secrétaire général : A/37/538;
- c) Rapport de la Quatrième Commission : A/37/623;
- d) Résolution 37/30;
- e) Séances de la Quatrième Commission : A/C.4/37/SR.9 à 24;
- f) Séance plénière : A/37/PV.77.

/...